



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-20452>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **25-20452**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : 24TRAV16 - Travaux de restructuration de la chaine de transfert d'assainissement EU Moutonne/Gavary, sur l'antenne métropolitaine de LA CRAU

**Description** : Les travaux consistent à résoudre les dysfonctionnements relevés et identifiés dans le SDA de 2015 sur les infrastructures eaux usées du quartier de la " Moutonne " sur la commune de La Crau.

**Identifiant de la procédure** : 88d27675-49e4-445a-915b-05542948a336

**Identifiant interne** : 24TRAV16

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Les modalités essentielles de financement et de paiement sont définies à l'article 4.2 du RC. La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation. La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 12 mois à compter de l'O.S. de démarrage des prestations. Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations inclut la période de préparation. Une clause de retenue de garantie est définie à l'article 8 du CCAP commun à tous les lots. Les conditions de versement et de remboursement de l'avance sont définies à l'article 9.1 du CCAP commun à tous les lots. Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux.

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv ):** 45232410 Travaux d'assainissement

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 45232423 Travaux de construction de stations de pompage des eaux usées

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 45232411 Travaux de construction de canalisations d'eaux usées

### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 4,614,235 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre :** 2

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés :** 2

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux documents de la consultation

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Postes de refoulement et bassin de rétention

**Description :** o Création du PR " Estagnol " associé à un bassin d'orage de 550 m<sup>3</sup> avec trop-plein situé au niveau du parking du complexe sportif de l'Estagnol ; o Réhabilitation des PR " Gavary " et " La Moutonne " avec le remplacement des pompes et de leurs équipements annexes.

**Identifiant interne :** 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv ):** 45232410 Travaux d'assainissement

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 45232423 Travaux de construction de stations de pompage des eaux usées

**Options :**

**Description des options :** Une clause de réexamen est définie à l'article 1.8 du RC et à l'article 3 du CCAP commun à tous les lots.

### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Var ( FRL05 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Territoire métropolitain de La Crau

### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 12 Mois

### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 1,664,600 Euro

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

**Description :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat En cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la (les) société(s) cotraitante(s)

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des Chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents... Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

**Description :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année Liste de références de travaux exécutés au cours des 5 dernières années établie par le candidat ou attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats : Lot 1: - FNTP 1632 : Bassins divers relatifs à l'épuration des eaux usées Capacité < 5 000 m3 - FNTP 164 : Génie Civil de l'eau et de l'environnement des stations de pompage, refoulement, relèvement, stations de traitement d'eau potable ou d'eaux usées - FNTP 5422 : Equipement des stations de pompage, refoulement, relèvement, Eaux usées, Stations d'un débit < 250 m3/h Lot 2: -FNTP 5192 : Construction de canalisations de refoulement d'eaux usées (en site urbanisé ou non urbanisé), établis en canalisations de 100 mm < DN <= 250mm -FNTP 5142 : Construction de réseaux gravitaires en site urbanisé - 3.5m < profondeur de tranchée <= 5.50m en présence de nappe phréatique ou profondeur de tranchée > 5.50m hors nappe phréatique. Pour justifier des qualifications ou de leur équivalence, les candidats renseigneront et remettront la fiche de " niveau spécifique minimal " jointe au présent DCE. Les certificats précités pourront faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine. Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 11/04/2012 n°355-564, les références des prestations ne sont pas suffisantes pour attester de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat, étant précisé qu'ils ne constituent pas des justificatifs de capacité émanant de tiers indépendants.

**5.1.10 Critères d'attribution****Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** 1- Valeur technique

**Description :** Les méthodes de notation sont définies à l'article 8.2 du RC

Pondération (points, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** 2- Prix des travaux au regard de la DPGF

**Description :** Les méthodes de notation sont définies à l'article 8.2 du RC

Pondération (points, valeur exacte) : 40

**5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 31/03/2025 à 16:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 01/04/2025 à 09:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Conditions relatives à l'exécution du contrat :** Les conditions d'exécution des prestations sont définies à l'article 11 du CCAP. Une clause d'exécution à caractère social et à caractère environnemental est définie à l'article 2.4 du RC et 1.5 du CCAP commun à tous les lots.

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** oui

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : - un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de Justice Administrative, - un référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible à l'adresse internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**5.1.15 Techniques****Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation** : Comité Consultatif de Règlement Amiable des Différends

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif de TOULON

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif de TOULON

## 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre** : Canalisations de refoulement et gravitaires

**Description** : o Refoulement du PR " Estagnol " : 2 220 ml en PEHD DN160 ; o Refoulement du PR " Gavary " : 1 340 ml en PEHD DN110 ; o Refoulement du PR " La Moutonne " : 360 ml en PEHD DN75 ; o Réseau gravitaire amont du PR " Estagnol " : 170 ml en DN600 fonte et 20 ml en DN200 PP ; o Réseau gravitaire aval Chemin Notre Dame : 1 350 ml en DN300 PP et 170 ml en DN 400 PP.

**Identifiant interne** : 2

### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 45232410 Travaux d'assainissement

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 45232411 Travaux de construction de canalisations d'eaux usées

**Options** :

**Description des options** : Une clause de réexamen est définie à l'article 1.8 du RC et à l'article 3 du CCAP commun à tous les lots.

### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Var ( FRL05 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : Territoire métropolitain de La Crau

### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 12 Mois

### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 2,949,635 Euro

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

**Description :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat En cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la (les) société(s) cotraitante(s)

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des Chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents... Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

**Description :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année Liste de références de travaux exécutés au cours des 5 dernières années établie par le candidat ou attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats : Lot 1: - FNTF 1632 : Bassins divers relatifs à l'épuration des eaux usées Capacité < 5 000 m3 - FNTF 164 : Génie Civil de l'eau et de l'environnement des stations de pompage, refoulement, relèvement, stations de traitement d'eau potable ou d'eaux usées - FNTF 5422 : Equipement des stations de pompage, refoulement, relèvement, Eaux usées, Stations d'un débit < 250 m3/h Lot 2: -FNTF 5192 : Construction de canalisations de refoulement d'eaux usées (en site urbanisé ou non urbanisé), établis en canalisations de 100 mm < DN <= 250mm -FNTF 5142 : Construction de réseaux gravitaires en site urbanisé - 3.5m < profondeur de tranchée <= 5.50m en présence de nappe phréatique ou profondeur de tranchée

> 5.50m hors nappe phréatique. Pour justifier des qualifications ou de leur équivalence, les candidats renseigneront et remettront la fiche de " niveau spécifique minimal " jointe au présent DCE. Les certificats précités pourront faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine. Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 11/04/2012 n°355-564, les références des prestations ne sont pas suffisantes pour attester de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat, étant précisé qu'ils ne constituent pas des justificatifs de capacité émanant de tiers indépendants.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** 1- Valeur technique

**Description :** Les méthodes de notation sont définies à l'article 8.2 du RC

**Pondération (points, valeur exacte) :** 60

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** 2- Prix des travaux au regard du DEC

**Description :** Les méthodes de notation sont définies à l'article 8.2 du RC

**Pondération (points, valeur exacte) :** 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 31/03/2025 à 16:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 01/04/2025 à 09:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Conditions relatives à l'exécution du contrat :** Les conditions d'exécution des prestations sont définies à l'article 11 du CCAP. Une clause d'exécution à caractère social et à caractère environnemental est définie à l'article 2.4 du RC et 1.5 du CCAP commun à tous les lots.

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** oui

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : - un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de Justice Administrative, - un référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible à l'adresse internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Comité Consultatif de Règlement Amiable des Différends

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de TOULON

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de TOULON

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

**Numéro d'enregistrement :** 24830054300217

**Adresse postale :** 107 BD HENRI FABRE, CS30536

**Ville :** TOULON

**Code postal :** 83041

**Subdivision pays (NUTS) :** Var ( FRL05 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marchespublics@metropletpm.fr

**Téléphone :** +33 494055507

**Adresse internet :** <https://metropletpm.e-marchespublics.com>

**Profil de l'acheteur :** <https://metropletpm.e-marchespublics.com>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

#### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de TOULON

**Numéro d'enregistrement :** TA TOULON

**Adresse postale :** 5 rue Racine, BP 40510, CEDEX 9

**Ville :** TOULON

**Code postal :** 83041

**Subdivision pays (NUTS) :** Var ( FRL05 )

**Pays :** France

**Point de contact :** greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Adresse électronique :** greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Téléphone :** +33 494427930

**Adresse internet :** <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel :** Comité Consultatif de Règlement Amiable des Différends

**Numéro d'enregistrement :** CCRA de MARSEILLE

**Adresse postale :** Place Félix BARET, CS 80001 <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**Ville :** MARSEILLE

**Code postal :** 13282

**Subdivision pays (NUTS) :** Bouches-du-Rhône ( FRL04 )

**Pays :** France

**Point de contact :** catherine.pietri@paca.gouv.fr

**Adresse électronique** : catherine.pietri@paca.gouv.fr

**Téléphone** : +33 484354554

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 684536cc-eb6b-4dd8-a6f0-155ed5dcb03a - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 21/02/2025 à 09:10

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 21/02/2025